

cinquième zone

A
L
I
R
E
A
D
I
S
C
U
T
E
R
A
P
H
O
T
O
C
O
P
I
E
R
A
F
A
I
R
E
C
I
R
C
U
L
E
R

VERS LA GREVE GENERALE ? JUPPE A SEME LE VENT, IL RECOLTE LA TEMPETE !

Depuis des mois, avec l'application méthodique du boxeur à l'entraînement, le gouvernement s'acharne à s'en prendre aux plus démunis, aux chômeurs, aux malades, aux retraités, aux salariés pour leur faire rembourser les déficits creusés bien souvent par d'autres. Restrictions sur le budget de l'Education nationale. Augmentation de la TVA. Augmentation (de plus de 25%, excusez du peu !) du forfait hospitalier. Diminution des remboursements de la Sécurité sociale. Blocage des salaires des fonctionnaires. Création d'un impôt nouveau qui frappe tous les revenus, retraites et indemnités de chômage compris, au-dessus du SMIC. Tous les revenus... sauf ceux de la spéculation financière !

Ce qu'il vole d'un côté, le gouvernement le redistribue de l'autre : exonérations de charges et de cotisations, allègement de l'impôt sur les bénéficiaires, projet de suppression de la tranche d'imposition la plus haute, subventions de toutes sortes pleuvent sur les riches et les patrons qui n'en avaient jamais tant vu !

La volonté délibérée de tondre la population, toute la population, pour que le système s'en sorte est manifeste. Ils se croient tout permis. Le portefeuille de chacun leur est ouvert et ils se servent !

Pourtant, face à ces agressions du gouvernement contre le droit à poursuivre des études dans des conditions normales,

celui à une retraite décente, à une sécurité sociale convenable, ou à un salaire qui permette de vivre, beaucoup réagissent. Ces deux dernières semaines grèves et manifestations se sont multipliées. Celles des étudiants mais aussi celles des fonctionnaires et celle de la SNCF qui dure encore.

Ce n'est pas la première fois que les étudiants descendent dans la rue. Mais, au-delà de leurs revendications matérielles (des crédits, des locaux, des profs), c'est leur inquiétude devant l'avenir de chômage et de petits boulots qu'ils expriment.

Ils savent aussi que cette possibilité ne leur est offerte et uniquement parce que leurs parents consentent des sacrifices ! Ils savent aussi que leurs études terminées, diplôme ou pas, ils ne trouveront, le plus souvent, que des petits boulots, comme tout le monde.

Quant aux cheminots et aux autres grévistes, au-delà de leurs revendications catégorielles, c'est un bras de fer avec le gouvernement qu'ils ont engagé.

cinquième zone

Cinquième zone veut donner la parole à la population qui vit dans de ce que l'on appelle aujourd'hui les banlieues et qui sont en réalité les quartiers les plus pauvres, les plus mal équipés, les plus mal desservis par les transports et autres services publics. Quartiers où la société capitaliste rejette ceux qu'elle exploite le plus, par les «petits boulots», l'interim et autres emplois précaires, ou qu'elle condamne au chômage et à la misère matérielle et morale.

Les "banlieues" sont un thème fréquemment évoqué pour verser une larme hypocrite ou faire peur aux bourgeois, mais aucun parti, ni de gauche ni de droite ne peut ni ne veut répondre aux problèmes qui se posent dans les quartiers populaires.

Même si ce bulletin n'est l'organe d'aucun parti politique, il se veut politique. Oui, il faut que les pauvres, les exploités fassent de la politique, leur politique. S'y refuser, c'est laisser les démagogues libres d'en faire, en notre nom et contre nous ! Et ils sont nombreux à y prétendre.

Le gouvernement et les patrons d'abord qui, avec le chômage, les lois Pasqua, les brimades policières entretiennent l'injustice et la misère, terreau des fanatismes.

Le Pen ensuite qui fait pousser son électorat sur l'ordure raciste et qui espère un jour passer la muselière à tout le monde.

Les intégristes, enfin, qui utilisent le désespoir pour étendre le voile de leur dictature obscurantiste.

Tous cultivent les poisons du particularisme, du nationalisme, du racisme pour attiser la haine. Diviser pour régner, la recette est ancienne mais toujours bonne.

Les catégories les plus pauvres de la population, quelle que soit leur origine, veulent, elles, une vie décente et digne. Ce droit, personne ne leur en fera l'aumône. Ce n'est qu'en luttant contre tous les oppresseurs et toutes les oppressions qu'elles le gagneront.

VERS LA GREVE GENERALE ?

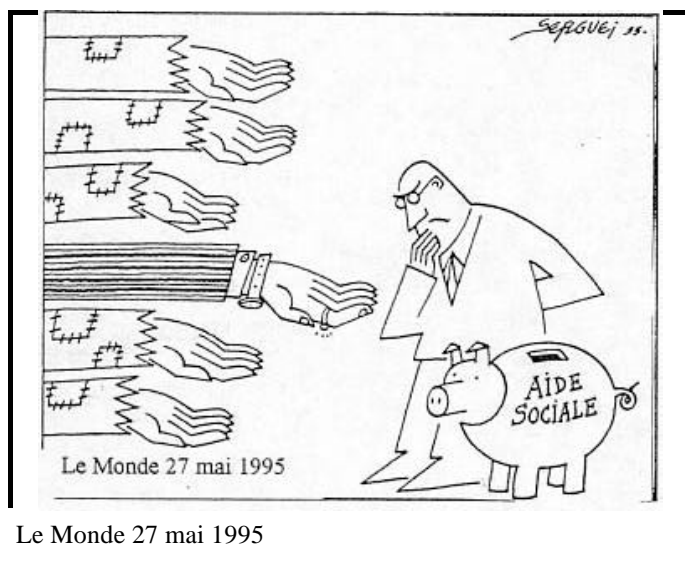
En réalité ces mouvements mettent en cause toute la politique du gouvernement. Celle-là même dont souffrent toutes les catégories de la population exploitées ou réduites au chômage.

Les grévistes -étudiants, cheminots, agents de la RATP, fonctionnaires- luttent contre un système injuste qui voudrait faire payer encore et toujours les exploités pour que quelques privilégiés continuent d'accumuler leurs profits. Leur défaite signifierait la possibilité pour le gouvernement et les patrons de frapper plus fort encore, sur tout le monde.

Les grévistes ont ouvert une brèche. Ils montrent qu'il est possible de lutter. Ils n'ont pas encore gagné parce que, pour le moment, ils n'ont pas été rejoints par tous ceux qui ont intérêt à ce que les choses changent. Mais, c'est le moment.

Du nombre de grévistes, du nombre de manifestants dans les jours qui viennent, dépend peut-être le sort de chacun pour des années. Qu'ils gagnent et le gouvernement remballera ses projets. Qu'ils perdent et il se sentira des ailes.

Du nombre de grévistes, du nombre de manifestants dans les jours qui viennent dépend peut-être le sort de chacun pour des années.



Le Monde 27 mai 1995

Peut-être certains jeunes ne se sentent-ils guère concernés par les grèves actuelles. Il faut être français pour être fonctionnaire. Le chômage fait de tels ravages qu'ils ne voient pas très bien ce qui pourrait leur être retiré encore. C'est pourtant aussi leur avenir qui se joue : leur galère est le produit des années d'austérité. Faire ravalier son plan à Juppé serait un coup d'arrêt aux mesures dont tout le monde paye la facture. Et peut-être le début d'une contre-offensive générale.

LE CHÔMAGE ? ILS N'Y PEUVENT RIEN ! NOUS, SI ! PEUT-ETRE.

Depuis vingt ans que le chômage s'est installé, les gouvernements, tous les gouvernements, ceux de droite comme ceux de gauche ont tous prétendu placer la lutte contre le chômage au premier rang de leurs préoccupations. L'argument leur a servi à tout justifier... et Juppé continue.

Ils ont dit que lutter contre l'inflation, c'était lutter contre le chômage. L'inflation est maîtrisée... pas le chômage.

Ils ont dit qu'il fallait rétablir le commerce extérieur pour combattre le chômage. Le commerce extérieur est bénéficiaire... le chômage galope.

Ils ont dit qu'il fallait un franc fort pour enrayer le chômage. Le franc va bien... le chômage encore mieux.

Ils ont dit... On nous a dit tout, et son contraire. Aujourd'hui c'est la même grosse ruse que reprend Juppé : résorber les déficits, c'est lutter contre le chômage. Qui le croit ? En réalité, les gouvernements qui se sont succédés depuis 20 ans n'ont rien fait contre le chômage parce que le système qu'ils défendent tous porte le chômage comme la nuée porte l'orage.

Pour lutter vraiment contre le chômage, il faudrait diminuer les horaires de travail et **partager le travail entre tous**. Impossible, nous dit-on ? L'économie, l'inflation, le commerce extérieur, le franc, les déficits sociaux ne le permettent pas ? Eh bien, si le système ne permet pas de vivre, changeons le système !

C'est difficile ? Sans doute. Mais est-il plus facile de se dire qu'on va passer sa vie de périodes de chômage en semaines de petits boulots pour ne jamais réussir à accumuler les quarante années de cotisations maintenant nécessaires pour partir en retraite et, pour finir, crever au boulot faute d'avoir jamais vraiment travaillé ?